

la revue

Les nouvelles de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Forum sur les marchés financiers à la Conférence GLOBE 2004



(de gauche à droite) Helen Kearns, présidente, NASDAQ Canada; Gene Nyberg, directeur général et premier dirigeant par intérim, TRNEE, et Patricia McCunn-Miller, vice-présidente, TRNEE et coprésidente du programme de la Table ronde sur les marchés financiers et la durabilité, se sont adressés à près de 200 participants dans le cadre d'un forum organisé par la Table ronde lors de la conférence GLOBE 2004 à Vancouver.

- **Énergie et changement climatique**
- **Atelier sur la forêt boréale de la région de l'Abitibi**
- **Études de cas sur l'EF**

C'est à l'occasion de la huitième foire exposition annuelle et conférence sur les affaires et l'environnement, GLOBE 2004, que la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) a organisé un forum, le 1er avril dernier, à Vancouver. Ce forum s'inscrivait dans le cadre des activités de définition de l'étendue du programme des marchés financiers et la durabilité de la TRNEE.

Gene Nyberg, directeur général et premier dirigeant par intérim de la TRNEE, a ouvert la discussion en indiquant que la TRNEE souhaitait obtenir la réaction des participants sur ce programme.

M. Nyberg a présenté à l'assistance Patricia McCunn-Miller, coprésidente du programme des marchés financiers et durabilité de la TRNEE, et vice-présidente de cette dernière. M^{me} McCunn-Miller a présenté les idées et recommandations exprimées lors des cinq sessions visant à définir l'étendue du programme des marchés financiers et durabilité, qui se sont tenues à travers le pays. Elle a aussi expliqué les raisons qui ont poussé la TRNEE à débiter ce programme :

« Les intervenants n'attendent pas seulement des entreprises qu'elles génèrent des profits, mais aussi qu'elles le fassent de manière responsable. »

Information générale sur le programme des marchés financiers et la durabilité

Dans le but de publier un rapport de la série *l'État du débat* à la fin de l'année 2005, la TRNEE a presque terminé l'étape de la définition de l'étendue du programme des marchés financiers et la durabilité. Elle aborde maintenant la phase de nomination des membres du groupe de travail et de commande des travaux de recherche. Le groupe de travail réunit des représentants de divers secteurs, y compris les milieux d'affaires et financier, du gouvernement fédéral, des associations et des organisations non gouvernementales.

Les réunions visant à définir l'étendue du programme, qui ont eu lieu à Ottawa, à Toronto, à Calgary, à Vancouver et à Montréal au cours de l'automne et de l'hiver derniers, ont permis de dégager un certain nombre d'enjeux clés. Par exemple, si les marchés financiers sanctionnent la piètre performance sur les plans social et environnemental, il n'existe toutefois pas d'indicateurs clés de performance bien compris qui permettraient d'analyser de manière proactive les politiques rationnelles sur la responsabilité des entreprises. Il est nécessaire de mesurer, au moyen de chiffres, la performance en matière de responsabilité des entreprises, de sorte qu'une bonne performance dans ce domaine soit récompensée de manière appropriée par les marchés



Table ronde nationale
sur l'environnement
et l'économie

National Round Table
on the Environment
and the Economy

Canada

GLOBE 2004, suivi...

Selon M^{me} McCunn-Miller, la responsabilité des entreprises constitue une préoccupation pour ceux qui sont amenés à traiter par exemple avec les investisseurs, gouvernements, autorités de réglementation, communautés, partenaires et employés. Elle intéresse aussi les chefs d'entreprises qui veulent fonctionner d'une manière à la fois rentable et responsable. Il existe cependant certains obstacles :

« La relation entre les marchés financiers, le rendement financier et la performance en matière de responsabilité des entreprises évolue, alors même que les mécanismes précis et les mesures servant à traduire la responsabilité des entreprises en résultats financiers et en accès sûr aux marchés financiers, ne sont pas bien compris. C'est là que réside notre défi », a fait remarquer M^{me} McCunn-Miller.

Parmi les conférenciers, étaient présents : Peter Chapman, directeur général, Association de l'actionnaire pour la recherche et l'éducation (SHARE); Gordon Gibbons, vice-président, Leith Wheeler Investment Counsel Ltd; Helen Kearns, présidente, NASDAQ Canada; et Alan Willis, directeur de projet, Initiative liée à l'information sur la performance, Institut canadien des comptables agréés. Chaque conférencier a fait une présentation suivie d'une séance de questions. Près de 200 personnes ont participé au forum.

Pour de plus amples renseignements sur le programme de la TRNEE des marchés financiers et la durabilité, veuillez consulter l'article ci-joint. **b**

Marchés financiers et la durabilité, suivi...

financiers. Dans la situation actuelle, il s'avère difficile de comparer la performance des sociétés en matière de responsabilité des entreprises. Il est aussi évident que la vision à court terme de la plupart des marchés financiers ne correspond pas à la perspective à long terme des risques et des débouchés offerts en matière de responsabilité des entreprises.

De nombreux participants à ces réunions de définition de l'étendue du programme se sont montrés opposés à une réglementation de l'ensemble de ce domaine. Ils ont insisté sur la nécessité que le leadership touchant la question des marchés financiers et de la responsabilité des entreprises soit exercé sur une base volontaire.

Le programme des marchés financiers et la durabilité a démarré l'automne dernier dans le but de traiter un certain nombre de questions fondamentales :

- Existe-il un rendement financier ou avantage à tirer par les sociétés de leur respect des politiques sur la responsabilité des entreprises et de leur performance en cette matière?
- Les politiques sur la responsabilité des entreprises et la performance de ces dernières dans ce domaine sont-elles récompensées au niveau des décisions d'investissement émanant des gestionnaires de fonds sur les marchés financiers? La responsabilité des entreprises a-t-elle des répercussions positives sur l'évaluation de la capacité de gestion du risque et sur la bonne gestion dans son ensemble?
- S'il est évident qu'il n'existe aucune récompense ou avantage, quelles en sont les raisons?

- Les pratiques en matière de responsabilité des entreprises, lesquelles sont souvent liées à la gestion à long terme des affaires sociales et du risque environnemental, sont-elles difficiles à évaluer dans le cadre des critères de rendement trimestriel suivi par la communauté financière? Dans ce cas, comment s'assurer que les questions touchant le risque à plus long terme ont été dûment prises en compte?

L'objectif ultime du programme des marchés financiers et la durabilité de la TRNEE est de formuler un rapport de la série l'*État du débat* sur la responsabilité des entreprises et l'investissement responsable, ainsi que de recommander des changements à la législation et aux pratiques en matière d'obligation de rendre compte.

L'une des prémisses inhérentes au programme des marchés financiers et la durabilité est qu'en incitant les marchés financiers dominants à prendre en compte des facteurs de durabilité dans leur processus de prise de décisions, on dégagera une force de marché qui contribuera à intégrer à l'exploitation des entreprises et à leurs communications, les principes de la durabilité. En bref, c'est cette dernière dans son ensemble qui s'en trouvera améliorée.

Le groupe de travail sur les marchés financiers est coprésidé par la vice-présidente de la TRNEE, Patricia McCunn-Miller, ainsi que par John Wiebe, président-directeur général, GLOBE Foundation of Canada.

Pour de plus amples renseignements sur ce programme, veuillez visiter le site Web de la TRNEE. **b**

Les mesures fiscales au service de la réduction des émissions de carbone : études de cas sur l'écologisation de la fiscalité

Dans le cadre de l'orientation actuelle du programme consistant à utiliser la politique budgétaire comme outil de réduction des émissions de carbone provenant des systèmes énergétiques, tout en évitant une augmentation des autres polluants, la seconde phase du programme d'écologisation de la fiscalité (EF) bat son plein avec des études de cas sur l'énergie renouvelable, l'hydrogène et l'efficacité énergétique, qui sont censées être terminées au mois de juin.

Chaque étude de cas fait le point sur la situation actuelle de chaque secteur et analyse l'impact potentiel des instruments de politique budgétaire dans l'accélération de son développement. Le postulat couramment admis est qu'une plus grande participation de ces secteurs clés au marché de l'énergie du Canada, mènera à long

terme à une réduction des émissions de carbone.

L'étude de cas sur l'énergie renouvelable établit un scénario de base pour l'électricité et définit la contribution des technologies relatives à l'énergie renouvelable selon les exigences actuelles de la politique, au scénario de base. Ensuite, elle repère, décrit et analyse une série de scénarios de politique budgétaire qui pourraient conduire à une adoption plus large de l'énergie renouvelable.

L'étude de cas sur les systèmes d'énergie fondés sur l'hydrogène définit les principaux processus de ces systèmes qui doivent être analysés de manière plus poussée. Elle discute des facteurs qui limitent la pénétration du marché par les technologies liées à ces systèmes d'énergie et évalue les instruments éventuels de politique budgétaire propres à surmonter ces obstacles.

Enfin, l'étude de cas sur l'efficacité énergétique (EE) examine les perspectives d'implantation et de développement des technologies EE dans le secteur industriel, et analyse le rôle d'un prix fictif du carbone dans le contexte de l'accélération des tendances actuelles vers l'EE.

Outre ces trois études de cas, un rapport de la série l'*État du débat* sur l'écologisation de la fiscalité et de l'énergie sera élaboré dans le cadre du programme d'EF. Ce rapport s'inspirera des constats tirés des études de cas ainsi que des riches débats qui ont eu lieu à leur propos, afin de tirer des leçons importantes et des conclusions destinées aux décideurs politiques intéressés par ces questions.

Le groupe de travail sur l'écologisation de la fiscalité et de l'énergie est présidé par un membre de la TRNEE, Jean Bélanger, Officier de l'Ordre du Canada et ancien président de l'Association canadienne des fabricants de produits chimiques. **b**

Atelier de la région de l'Abitibi sur la forêt boréale



(de gauche à droite) Gordon Peeling, président, Association minière du Canada; William Borland, coprésident du groupe de travail de la TRNEE sur la forêt boréale, et directeur, Affaires environnementales, JD Irving Ltd.; Harvey Mead, président de la TRNEE, et Wendy Carter, coprésidente du groupe de travail sur la forêt boréale, visitent la mine de Louvicourt, une mine d'or, de zinc et de cuivre près de Val d'Or, au Québec, à l'occasion de l'atelier sur la région de l'Abitibi.

Tout récemment, le personnel du programme sur la forêt boréale de la TRNEE a voyagé à l'occasion du premier de trois ateliers sur les études de cas portant sur la forêt boréale, qui a eu lieu à Rouyn-Noranda, au Québec, le 28 avril.

Au cours de cet atelier d'une journée, environ 60 représentants de l'industrie, des communautés locales, des groupes autochtones, des gouvernements fédéral et provinciaux, ainsi que du milieu universitaire et des organisations non gouvernementales, ont discuté des obstacles et des opportunités liées à la poursuite des objectifs de conservation dans la région de l'Abitibi. Pour les fins de cette étude de cas, cette région de l'Abitibi s'étend à la frontière entre les deux provinces pour couvrir environ 22 millions d'hectares au Québec et en Ontario.

Brian Harvey, de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, a animé l'atelier. Harvey Mead, président de la TRNEE, a ouvert les discussions. Parmi les autres conférenciers, on peut citer les membres de la TRNEE et coprésidents du groupe de travail de la TRNEE sur la forêt boréale, Wendy Carter et William Borland, directeur, Affaires environnementales, JD Irving Limited.

Questions débattues

Les participants à l'atelier se sont exprimés sur les observations préliminaires figurant dans l'étude de cas sur la région de l'Abitibi de la TRNEE. Ils

ont aussi discuté de la meilleure manière de faire progresser l'intégration de la conservation aux activités économiques dans l'écosystème de la forêt boréale de l'Abitibi. Les sujets suivants ont ainsi été abordés :

- La possibilité d'initiatives conjointes de conservation entre l'Ontario et le Québec, et la rigueur budgétaire actuelle dont font preuve les deux gouvernements provinciaux.
- Les normes de certification des forêts, les mesures incitatives et les solutions possibles.
- Les perspectives de planification régionale intégrée en Ontario.
- Les avantages éventuels attachés à une stratégie d'accès complète pour la région faisant l'objet de l'étude de cas.
- Des mesures de planification du paysage au Québec.
- L'atteinte d'un équilibre entre l'exploitation des ressources naturelles et la protection des hardes de caribous.
- Le déclin des niveaux autorisés de récolte de bois sur les terres publiques et l'éventualité d'une approche dite « triade » en matière d'aménagement forestier. Celle-ci suppose le zonage d'une partie des terres aux fins de conservation et d'une autre partie, aux fins d'un aménagement forestier intensif, le reste étant consacré à un aménagement forestier d'intensité faible à modérée.

Exploitation et conservation de notre forêt boréale : nouvelles du programme

Comme indiqué dans le dernier numéro de la Revue, trois études de cas sur la forêt boréale sont en cours de réalisation dans le cadre de la deuxième phase du programme de la TRNEE sur la conservation du patrimoine naturel.

Le groupe de travail sur la forêt boréale de la TRNEE est censé se réunir au mois de juin afin de discuter des rapports finals sur les études de cas, qui intégreront les commentaires reçus à l'occasion des ateliers. La TRNEE envisage de publier au printemps 2005 un rapport de la série l'*État du débat*, qui comprendra les résultats et principales recommandations du programme sur la forêt boréale.

La forêt boréale a été choisie comme sujet d'étude dans le cadre de la deuxième phase du programme sur la conservation du patrimoine naturel, en raison d'un des constats du rapport de la TRNEE,



Préserver le capital naturel du Canada, selon lequel elle serait l'une des dernières régions au Canada où il est

encore possible de préserver le capital naturel dans le contexte d'un développement durable. La forêt boréale canadienne constitue l'un des trois plus importants écosystèmes forestiers du monde, et elle occupe le tiers de toutes les terres du pays.

Pour de plus amples renseignements sur le programme sur la forêt boréale, veuillez consulter le site Web de la TRNEE. **b**

Deux autres ateliers

Durant la rédaction de la Revue, deux autres ateliers multipartites sur des études de cas sur la forêt boréale ont eu lieu. L'atelier qui s'est tenu le 3 mai à Fort McMurray, en Alberta, a traité de la Alberta-Pacific Forest Management Agreement Area; l'atelier du 6 mai qui a eu lieu à Fort St. John, en Colombie-britannique, a porté sur la Muskwa-Kechika Management Area. **b**

Énergie et changement climatique : créer un système énergétique qui fonctionne

À la demande du premier ministre Jean Chrétien, formulée au mois d'août dernier, la TRNEE entreprend une initiative majeure sur le changement climatique et l'énergie. Le mandat consiste à examiner l'éventualité de réductions futures des émissions, et informer les Canadiens sur ce sujet. Il a été inclus dans un discours à Ottawa, en août dernier, annonçant des engagements supplémentaires pour l'établissement d'un plan sur le changement climatique du gouvernement fédéral, pour le Canada.

Par conséquent, la TRNEE examinera la

relation entre l'énergie, le changement climatique et l'économie, tant dans une perspective canadienne que continentale. L'objectif pour-



suivi est de concourir à une vision intégrée à long terme de l'énergie qui soit en mesure de faire face aux défis posés par le changement climatique, la nécessité d'établir une certaine sécurité sur le plan de l'énergie et autres questions du même ordre. Cet examen tiendra compte des efforts déployés par les autres pays et de la probabilité selon laquelle il faudra avoir recours à de nouvelles technologies

énergétiques pour faire face aux contraintes permanentes liées aux émissions de dioxyde de carbone.

La première étape de ce programme consistera à rédiger un document de base qui repérera les sujets de discussion les plus pressants et les principales lacunes dans l'information liées à l'établissement d'une relation à long terme entre les enjeux de l'énergie et le changement climatique. Ce document de base, censé être élaboré d'ici l'automne prochain, constituera le point de départ des nouveaux travaux de la TRNEE sur l'énergie et le changement climatique. Les paramètres de ces travaux à venir sont en voie de négociation auprès des ministères fédéraux concernés.

Surveillez l'information complémentaire sur cette initiative dans le prochain numéro de la *Revue*. b

MEMBRES DE LA TRNEE

Président

Harvey L. Mead
Sainte-Foy (Québec)

Vice-présidente

Patricia McCunn-Miller
Calgary (Alberta)

Vice-président

Ken Ogilvie
Directeur général

Pollution Probe Foundation
Toronto (Ontario)

Harinder P. S. Ahluwalia

Président-directeur général
Systèmes Info-Électroniques Inc.
Dollard-Des-Ormeaux (Québec)

Edwin Aquilina

Conseiller spécial auprès du maire
de la ville d'Ottawa
Ottawa (Ontario)

Louis Archambault

Président-directeur général
Groupe-conseil Entraco Inc.
North Hatley (Québec)

Jean Bélanger

Ottawa (Ontario)

David V.J. Bell

Professeur d'études environnementales
Université York
Toronto (Ontario)

Katherine M. Bergman

Doyenne, faculté des sciences et professeure à
la faculté de géologie
Université de Regina
Regina (Saskatchewan)

William J. Borland

Directeur
Affaires environnementales
JD Irving Limited
Saint John (Nouveau-Brunswick)

Wendy L. Carter

Vancouver (Colombie-Britannique)

Douglas B. Deacon

Propriétaire
Trailside Café and Adventures
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)

Terry Duguid

Winnipeg (Manitoba)

L'honorable Michael Harcourt

Président
Comité consultatif externe sur les villes
et les collectivités
Bureau du conseil privé - région pacifique
Vancouver (Colombie-Britannique)

Linda Louella Inkpen

St. Phillips (Terre-Neuve-et-Labrador)

Diane Frances Malley

Présidente
PDK Projects Inc.
Nanaimo (Colombie-Britannique)

Cristina Marques

Co-propriétaire et promotrice de constructions
Dreamcoast Homes
Toronto (Ontario)

Patrice Merrin Best

Vice-présidente exécutive
Luscar Ltd.
Edmonton (Alberta)

Alfred Pilon

Secrétaire général
Office franco-québécois pour la jeunesse
Montréal (Québec)

Qussai Samak

Conseiller syndical
Confédération des syndicats nationaux
Montréal (Québec)

Keith Stoodley

Directeur, Marketing et ventes
Lotek Wireless Inc.
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)

John Wiebe

Président-directeur général
GLOBE Foundation of Canada
Vancouver (Colombie-Britannique)

Judy G. Williams

Associée
MacKenzie Fujisawa
Vancouver (Colombie-Britannique)

SECRETARIAT DE LA TRNEE

Directeur général et premier dirigeant par intérim
Gene Nyberg

Adjointe de direction au secrétaire général
Hélène Sutton

Adjointe de direction au directeur général
et premier dirigeant
Claire Aplevich

Conseillère principale en politiques
Carolyn Cahill

Conseillers / Conseillère en politiques
Karen Hébert
David Myers
Alexander Wood

Gestionnaire, Évaluation et planification général
Lisa Woodward

Chargée des projets spéciaux
Sara Melamed

Associés à la recherche
Alex Long
Erik Sparling

Gestionnaire des communications
Moira Forrest

Conseillère en communications
Kelly Bagg

Agent de soutien du réseau et du site Internet
Edwin Smith

Conseillère en relations publiques et médiatiques
Christine Choury

Éditrice
Kindi Chana

Coordonnatrice du fonds d'information documentaire
Angela Kuhn

Spécialiste de l'information
Phyllis Leonardi

Gestionnaire de bureau et coordonnatrice des
conférences et réunions
Cathy Heroux

Gestionnaire, Finances et administration
Pierrette Guitard

Gestionnaire adjoint, Finances et administration
Michael Hammond

Commis, Finances et administration
Marie-France Brassard

Adjointe, Finances et administration
Denise Dinel-Larivière

Adjointes administratives

Lise Bélanger
Denise Johnston
Tania Tremblay
Denise Wilson

Réceptionniste / Secrétaire
Carole Desjardins

Renseignements supplémentaires : Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Édifice Canada
344, rue Slater, bureau 200
Ottawa (Ontario)
Canada K1R 7Y3
Tél. : (613) 992-7189
Télec. : (613) 992-7385
Courriel : admin@nrtee-trnee.ca
Web : <http://www.nrtee-trnee.ca>

Pour éviter tout dédoublement et gaspillage,
veuillez nous signaler toute erreur éventuelle
dans votre adresse postale.

Imprimé avec des encres végétales sur
du papier recyclé Evolution, (Rolland)
Choix environnemental canadien.

Also available in English

ISSN 1200-0450

